

Conflits entre éleveurs et cultivateurs

Dans le nord-ouest du Mali, les ressources sont rares. Les conflits entre les cultivateurs et les éleveurs éclatent de plus en plus fréquemment. Le programme «Pregesco» d'Helvetas Mali aide les communautés locales à trouver des solutions.

Par Sabrina Beeler

Le nord-ouest du Mali, le Petit Nord, offre des conditions favorables à l'élevage et à l'agriculture. On y rencontre donc aussi bien des agriculteurs que des nomades. Cependant ces activités dépendent fortement du volume des précipitations. Et il est impossible de prévoir si les pluies vont permettre une bonne récolte et fournir aux troupeaux des pâturages et de l'eau en suffisance.

Pour limiter les pertes, les populations de ces régions adoptent diverses stratégies, notamment en émigrant dans les grandes villes ou à l'étranger, et en pratiquant le petit commerce. Mais, pour les éleveurs et les agriculteurs, ces alternatives ont des limites. Dans les années de sécheresse, la plupart des habitants doivent se contenter de leurs maigres récoltes et peinent à trouver de quoi nourrir et abreuver leur bétail.

Éleveurs et cultivateurs: des relations qui évoluent

Dans cette région, ce sont les Peuls et les Maures, nomades ou sédentarisés, qui élèvent généralement le bétail, alors que les Sarakolés et les Bambaras cultivent le mil et le sorgho. Ces activités étant complémentaires, elles ont permis des échanges entre populations, mais elles entrent aussi parfois en concurrence et sont des sources de conflits potentiels.

Les deux groupes continuent à s'identifier à leur activité spécifique traditionnelle, mais cette «répartition du travail» est en train de disparaître. C'est ainsi que les agriculteurs, en raison notamment de la baisse de la fertilité des sols et d'un besoin croissant d'argent liquide, ont augmenté les surfaces cultivées. En outre, l'argent envoyé par les membres émigrés des familles sert à acheter du bétail, ce qui constitue une épargne sûre pour les temps difficiles. De leur côté, de nombreux éleveurs dont les troupeaux ont été décimés à la suite de périodes de sécheresse se sont sédentarisés et ont commencé à cultiver des terres. Ceux qui ont conservé un mode de vie nomade doivent aujourd'hui aller toujours plus loin pour trouver des pâturages, et ne peuvent plus emprunter les parcours établis grâce à une longue cohabitation pacifique avec les populations sédentaires.

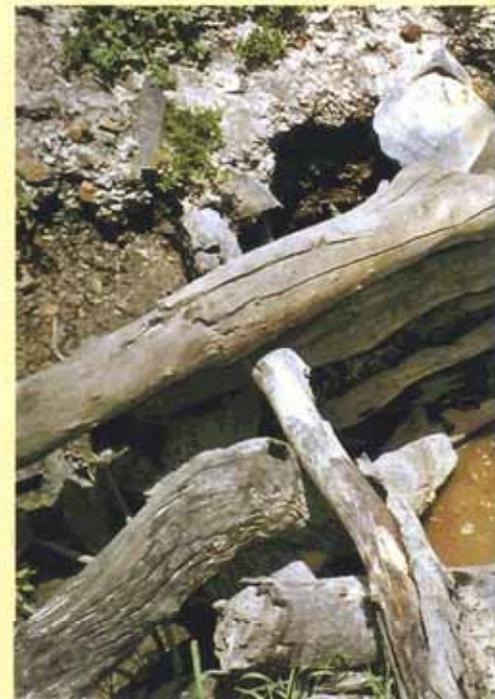
Des conflits liés aux ressources

La désintégration du modèle traditionnel des relations sociales, l'agrandissement des surfaces cultivées et l'allongement des trajets, ainsi qu'une rivalité accrue pour l'accès à l'eau et aux pâturages, provoquent des tensions interethniques – notamment quand des troupeaux piéti-

ent des champs de céréales peu avant la moisson, lorsque le bétail ne trouve plus de pâturages ou n'a plus accès aux points d'eau entourés par des cultures. De graves conflits opposant les éleveurs et les agriculteurs éclatent toujours plus fréquemment, déstabilisant toute la région.

Pour contribuer à gérer ces conflits, Helvetas Mali a lancé en 2003 le programme «Pregesco» (Programme de prévention et gestion des conflits), qui vise essentiellement à améliorer les relations entre agriculteurs et éleveurs. Le programme aide les communautés locales à instaurer des mécanismes de régulation pour accéder aux ressources naturelles, facilite la diffusion d'informations concernant les droits, et s'efforce de réduire les causes des disputes en améliorant les infrastructures (par exemple avec la construction de puits).

Le programme attache en outre une grande importance à la recherche-action, qui permet d'acquérir des connaissances fondamentales sur le contexte des conflits. En 2004, l'auteur du présent article, en collaboration avec des partenaires maliens, a mené une étude consacrée à la gestion des ressources et à l'évolution des conflits dans le Petit Nord. Les résultats de cette étude ont permis d'identifier les défis que le programme doit relever.



Rapports de forces et procédures de conciliation obscures

L'étude a donc mis en évidence les problèmes fondamentaux rencontrés lors de la résolution des conflits: les règles concernant l'accès aux ressources naturelles font défaut ou sont inopérantes. En outre, la procédure de conciliation manque de transparence et certains acteurs cherchent à la détourner à leur profit. Les négociations sont faussées par l'argent ou des relations personnelles, ce qui entraîne différentes positions de forces entre les parties concernées. Les négociations ne sont pas transparentes et les conflits traînent en longueur.

Les tractations peuvent avoir lieu à différents niveaux: devant le chef du village, la communauté ou le tribunal. La conciliation par le chef du village est la méthode traditionnelle, c'est à elle qu'on recourt en premier; ses conséquences négatives à long terme sont les moins importantes. Le chef ayant entendu les différentes parties, il s'efforce de faire accepter une réparation équitable. Dans cette procédure, les agriculteurs sédentaires sont en général favorisés en raison de leurs liens avec le chef et avec les notables du village.

Rééquilibrer les rapports de forces grâce aux médiateurs

Si aucun accord n'est trouvé, le cas peut être soumis à une instance supérieure – la communauté ou le tribunal. Les éleveurs ont alors de meilleures chances d'obtenir gain de cause, car il est parfois possible de soudoyer un décideur en lui offrant du bétail. Dans cette procédure aussi, on cherche d'abord à trouver un arrangement à l'amiable. Si aucun accord ne se dessine, le tribunal se prononce sur la base de la législation. Si l'affaire finit devant le tribunal, les relations entre les parties en conflit peuvent être gravement affectées. C'est pourquoi certains choisissent d'éviter cette démarche. En outre la population

n'a pas confiance en l'autorité juridique, pensant – souvent avec raison – qu'elle est corrompue.

Un rapprochement des points de vue des personnes en conflit, qui se présentent devant une instance de conciliation peut être réalisé par un médiateur, qui va renforcer la position du plus faible – ceci surtout au niveau des villages. Au cours de la réalisation de l'étude, on a pu constater à plusieurs reprises que les négociations impliquant un médiateur régional reconnu ont permis d'aboutir à des concessions et à des compromis acceptables pour les deux parties. Le programme devrait fortement développer cet instrument en formant des médiateurs régionaux, ce qui faciliterait la procédure de résolution des conflits.

Un appui ciblé aux jeunes et aux femmes

Cependant, améliorer les mécanismes de résolution des conflits ne suffit pas. Des mesures d'accompagnement sont aussi nécessaires, car les problèmes afférents au contrôle des pâturages, de l'eau et des terres sont liés à des facteurs plus profonds qui ont des effets indirects sur les conflits. Ces facteurs ne peuvent être modifiés rapidement, mais il faut les prendre en considération pour assurer la réussite du programme à long terme. Il faut, par exemple, que les jeunes puissent gagner de l'argent autrement qu'en élevant du bétail ou en cultivant les champs. Si ce n'est pas le cas, certains comportements peuvent engendrer des conflits. Citons par exemple le vol de bétail au sein d'une même famille; les bêtes seront vendues pour de l'argent et ces vols seront souvent attribués à des tiers, à d'autres ethnies.

Il faut également renforcer la position des femmes pour qu'elles participent plus fortement à l'amélioration des relations entre les groupes. Il est également nécessaire que les éleveurs cherchent à élever la qualité de leur bétail, plutôt que d'essayer d'augmenter la taille de leurs trou-

peaux. Les femmes et les jeunes peuvent jouer un rôle dans cette valeur qualitative, par exemple en permettant un accès facilité au fourrage puisque la vente de celui-ci constitue l'une de leurs activités commerciales. En outre, on peut les aider à développer de nouveaux systèmes d'épargne pour que le bétail cesse d'être l'unique moyen de placer ses économies.

Réduire la vulnérabilité aux conditions climatiques

Tout en s'efforçant de créer des activités économiques alternatives, le programme soutient des méthodes de lutte contre les sauterelles et de limitation des dommages causés par les périodes de sécheresse. Car lorsque les récoltes et les pâturages souffrent de l'absence de pluies ou sont ravagés par les insectes, que le peu de céréales restant est piétiné par les troupeaux, ou que les champs barrent l'accès aux points d'eau, la situation devient particulièrement explosive.

Les habitants du Petit Nord sont ouverts à la discussion. Les éleveurs aussi bien que les cultivateurs sont conscients que les sources potentielles de conflits et leur nombre doivent être réduits. Ils se demandent comment faire pour améliorer la situation actuelle. Les populations semblent donc prêtes à adhérer au projet, et l'on peut s'attendre à des changements positifs.

Sabrina Beeler, qui prépare un doctorat au séminaire d'ethnologie de l'Université de Zurich, a collaboré avec Helvetas lors d'une enquête sur le terrain réalisée au Mali, dans le Petit Nord, en 2004. ■

Au Mali, dans la région du Petit Nord, différents modes de vie se côtoient: les cultivateurs (à gauche) et les éleveurs (à droite) doivent partager les maigres ressources.

